

# Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Paul-de-la-Croix

Code géographique : 12035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

## **Section I - États financiers**

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Hélène Malenfant, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Paul-de-la-Croix pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.  
(Nom de l'organisme)

Date 2015-05-15 Signature \_\_\_\_\_

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
<b>Renseignements non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

## **Section I - États financiers**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Saint-Paul-de-la-Croix, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Paul-de-la-Croix au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Paul-de-la-Croix inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S14, S15, S23 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Mallette S.E.N.C.R.L.  
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A113347

DATE 2015-05-15

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

S/O

DATE \_\_\_\_\_

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	342 995	348 733			348 733	341 827
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 181	5 602			5 602	5 578
Quotes-parts	3						
Transferts	4	281 917	297 617			297 617	354 695
Services rendus	5	55 467	58 312			58 312	64 127
Imposition de droits	6	10 065	15 428			15 428	25 458
Amendes et pénalités	7	1 215	1 384			1 384	1 507
Intérêts	8	10 500	6 138			6 138	7 445
Autres revenus	9	112 680	142 972			142 972	
	10	821 020	876 186			876 186	800 637
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	220 000	222 794			222 794	26 000
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	220 000	222 794			222 794	26 000
	18	1 041 020	1 098 980			1 098 980	826 637
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	190 808	175 289	2 213		177 502	179 555
Sécurité publique	20	67 877	74 269	27 151		101 420	63 365
Transport	21	287 647	307 425	82 581		390 006	359 274
Hygiène du milieu	22	62 555	50 040	56 560		106 600	119 053
Santé et bien-être	23	26 475	24 310			24 310	17 342
Aménagement, urbanisme et développement	24	39 143	38 476	5 055		43 531	39 092
Loisirs et culture	25	40 603	41 135	16 437		57 572	55 196
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	15 212	14 827			14 827	18 389
Amortissement des immobilisations	28	170 697	189 997	( 189 997 )			
	29	901 017	915 768			915 768	851 266
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	140 003	183 212			183 212	(24 629)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	140 003	183 212	(24 629)
Moins: revenus d'investissement	2 (	220 000 ) (	222 794 ) (	26 000)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(79 997)	(39 582)	(50 629)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	170 697	189 997	164 775
Produit de cession	5		5 250	
(Gain) perte sur cession	6		(5 250)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	170 697	189 997	164 775
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	90 700 ) (	39 700 ) (	38 500)
	18	(90 700)	(39 700)	(38 500)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	) (	1 744 ) (	4 390)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		6 816	(995)
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25		5 072	(5 385)
	26	79 997	155 369	120 890
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		115 787	70 261

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	220 000	222 794	26 000
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Acquisition				
Administration générale	2 (	18 500 ) (	9 966 ) (	)
Sécurité publique	3 (	411 000 ) (	398 497 ) (	1 600 )
Transport	4 (	44 500 ) (	28 796 ) (	71 271 )
Hygiène du milieu	5 (	16 000 ) (	)	)
Santé et bien-être	6 (	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	)	)
Loisirs et culture	8 (	11 500 ) (	8 342 ) (	)
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)
	10 (	501 500 ) (	445 601 ) (	72 871 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	11 (	)	)	)
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Émission ou acquisition	12 (	)	)	)
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement 13				
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	14		1 744	4 390
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15	281 500	221 063	42 481
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18	281 500	222 807	46 871
	19	(220 000)	(222 794)	(26 000)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20			

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Rémunération</b>	1	227 399	231 688	211 521
<b>Charges sociales</b>	2	27 836	27 957	25 552
<b>Biens et services</b>	3	380 396	361 473	357 338
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	14 212	14 212	13 454
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			4 335
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	1 000	615	600
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	52 423	61 258	49 741
Autres	10			
Autres organismes	11	20 054	17 992	22 779
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	170 697	189 997	164 775
<b>Autres</b>				
- Autres	13	7 000	10 576	1 171
-	14			
-	15			
	16	901 017	915 768	851 266

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	342 995	348 733	341 827
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 181	5 602	5 578
Quotes-parts	3			
Transferts	4	501 917	520 411	380 695
Services rendus	5	55 467	58 312	64 127
Imposition de droits	6	10 065	15 428	25 458
Amendes et pénalités	7	1 215	1 384	1 507
Intérêts	8	10 500	6 138	7 445
Autres revenus	9	112 680	142 972	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 041 020	1 098 980	826 637
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	192 959	177 502	179 555
Sécurité publique	13	73 013	101 420	63 365
Transport	14	373 345	390 006	359 274
Hygiène du milieu	15	119 665	106 600	119 053
Santé et bien-être	16	26 475	24 310	17 342
Aménagement, urbanisme et développement	17	44 198	43 531	39 092
Loisirs et culture	18	56 150	57 572	55 196
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	15 212	14 827	18 389
	21	901 017	915 768	851 266
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	140 003	183 212	(24 629)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		4 345 119	4 369 748
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		4 345 119	4 369 748
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		4 528 331	4 345 119

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	140 003	183 212	(24 629)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	501 500 ) (	445 601 ) (	72 871 )
Produit de cession	3		5 250	
Amortissement	4	170 697	189 997	164 775
(Gain) perte sur cession	5		(5 250)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(330 803)	(255 604)	91 904
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		3 037	(39)
Variation des autres actifs non financiers	10		5 966	5 644
	11		9 003	5 605
	12	(190 800)	(63 389)	72 880
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(190 800)	(63 389)	72 880
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		191 720	118 840
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		191 720	118 840
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		128 331	191 720

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Encaisse	101 437	175 686
Placements temporaires	250 123	314 643
Débiteurs (note 5)	281 343	334 397
Prêts (note 6)		
Placements à long terme (note 7)		
Participations dans des entreprises municipales		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)		
Autres actifs financiers (note 9)		
	632 903	824 726
<b>PASSIFS</b>		
Découvert bancaire		
Emprunts temporaires (note 10)		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	59 990	74 608
Revenus reportés (note 12)	47 982	61 298
Dette à long terme (note 13)	396 600	497 100
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)		
	504 572	633 006
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	128 331	191 720
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations (note 15)	4 383 555	4 127 951
Propriétés destinées à la revente (note 16)		
Stocks de fournitures	8 200	11 237
Autres actifs non financiers (note 17)	8 245	14 211
	4 400 000	4 153 399
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	4 528 331	4 345 119

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	183 212	(24 629)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	189 997	164 775
Autres			
- Gain cession immobilisations	3	(5 250)	
-	4		
	5	367 959	140 146
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	53 054	54 808
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(14 618)	(2 561)
Revenus reportés	9	(13 316)	(484)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	3 037	(39)
Autres actifs non financiers	13	5 966	5 644
	14	402 082	197 514
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 445 601 )	( 72 871 )
Produit de cession	16	5 250	
	17	(440 351)	(72 871)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	( 100 500 )	( 97 100 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(100 500)	(97 100)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(138 769)	27 543
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	490 329	462 786
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	32	351 560	490 329

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Municipalité de Saint-Paul-de-la-Croix est un organisme municipal constitué en vertu du code municipal de la province de Québec.

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariat**

S/O

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilité d'exercice est appliquée pour les revenus et les dépenses de la Municipalité et s'appuie sur les normes comptables pour le secteur public publiées par CPA Canada.

**C) Actifs financiers**

S/O

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

### D) Actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

### Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

### Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire aux taux suivants :

	TAUX
Infrastructures	de 2.5 à 6.67 %
Bâtiments	de 2.5 à 6.67 %
Véhicules	de 5 à 10 %
Ameublement et équipement de bureau	de 10 à 20 %
Machinerie, outillage et équipement	de 5 à 10 %

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Municipalité capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

### E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**F) Avantages sociaux futurs**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

S/O

**H) Instruments financiers**

S/O

**I) Autres éléments**

## UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les contestations d'évaluation et les réclamations en justice.

## CONSTATATION DES REVENUS

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés;

Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

**FRAIS LIÉS À LA DETTE À LONG TERME**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

**PLACEMENTS**

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût

**OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES**

La Municipalité comptabilise un passif environnemental lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

**TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des instruments financiers très liquides ayant une échéance initiale de trois mois ou moins.

**3. Modification de méthodes comptables**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1	
Placements temporaires	2	
Placements à long terme	3	
<b>Note</b>		
<hr/>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	4	17 453
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	204 305
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	7 544
Organismes municipaux	8	41 754
Autres		
-	9	
- Revenus sources locales	10	10 287
	11	281 343
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	60 800
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	60 800
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	
<b>Note</b>		
<hr/>		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
<b>Note</b>		
<hr/>		
<b>7. Placements à long terme</b>		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( _____ ) ( _____ )	
	27		
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33		
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
<b>Note</b>			
<b>10. Emprunts temporaires</b>			
La Municipalité dispose d'une facilité de crédit, d'un montant autorisé de 100 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable annuellement.			
<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	37	12 547	19 591
Salaires et avantages sociaux	38	40 433	49 287
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Organismes municipaux	42	2 583	569
- Intérêts courus sur DLT	43	4 427	5 161
-	44		
-	45		
-	46		
	47	59 990	74 608
<b>Note</b>			
<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		9 798
Autres			
- Droits carrière	50	46 982	50 500
- URLS	51	1 000	1 000
	52	47 982	61 298
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,91	2,91	2027	2027	53	396 600	497 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
Autres dettes à long terme					56		
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	396 600	497 100
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( )	( )
					63	396 600	497 100

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2014</u>	
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2015	64	72	25 100	80	89	97	25 100
2016	65	73	25 900	81	90	98	25 900
2017	66	74	26 700	82	91	99	26 700
2018	67	75	27 600	83	92	100	27 600
2019	68	76	28 400	84	93	101	28 400
2020 et +	69	77	262 900	85	94	102	262 900
	70	78	396 600	86	95	103	396 600
Intérêts et frais accessoires			87	( )		104	( )
	71	79	396 600	88	96	105	396 600

**Note**

	2014	2013
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	128 331
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	60 800
Autres	108	
	109	128 331
	128 331	191 720

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	110		138		165		192	
Eaux usées	111	2 251 633	139		166		193	2 251 633
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	2 492 617	140	28 796	167		194	2 521 413
Autres	113		141		168		195	
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	818 958	143	3 932	170		197	822 890
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	442 549	145	354 652	172	10 774	199	786 427
Ameublement et équipement de bureau	118	82 948	146	14 376	173		200	97 324
Machinerie, outillage et équipement divers	119	148 920	147	45 445	174		201	194 365
Terrains	120	6 899	148		175		202	6 899
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>6 244 524</u>	150	<u>447 201</u>	177	<u>10 774</u>	204	<u>6 680 951</u>
Immobilisations en cours	123	<u>1 600</u>	151	<u>(1 600)</u>	178		205	
	124	<u>6 246 124</u>	152	<u>445 601</u>	179	<u>10 774</u>	206	<u>6 680 951</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126	394 977	154	56 554	181		208	451 531
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	772 930	155	72 937	182		209	845 867
Autres	128		156		183		210	
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	340 243	158	20 494	185		212	360 737
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	398 718	160	26 828	187	10 774	214	414 772
Ameublement et équipement de bureau	133	78 038	161	4 830	188		215	82 868
Machinerie, outillage et équipement divers	134	133 267	162	8 354	189		216	141 621
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>2 118 173</u>	164	<u>189 997</u>	191	<u>10 774</u>	218	<u>2 297 396</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	137	<u>4 127 951</u>					219	<u>4 383 555</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	

**Note**

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance	236	2 395	2 512
Frais reportés			
- Rôle évaluation	237	5 850	11 699
-	238		
	239	8 245	14 211

**Note****18. Obligations contractuelles****Ententes intermunicipales**

La Municipalité a signé une entente intermunicipale en matière de gestion de la sécurité incendie avec la MRC de RDL.

La Municipalité a signé une entente intermunicipale concernant l'application du code de la sécurité routière, de la Loi sur les véhicules hors route et des règlements municipaux par la Sûreté du Québec.

La Municipalité a signé une entente intermunicipale relative à l'enlèvement et au transport des matières résiduelles et organiques.

La Municipalité a signé des ententes intermunicipales en matière de protection contre les incendies avec les Municipalités de Saint-Clément, Saint-Éloi, Saint-Jean-de-Dieu, l'Isle-Verte et la Ville de Trois-Pistoles.

La Municipalité a signé des ententes intermunicipales en matière d'inspection et de télécommunications.

**Engagements**

La Municipalité s'est engagée par contrat jusqu'en 2017 pour la location de matériel roulant. Le solde de l'engagement suivant ce contrat s'établit à 100 450 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des trois prochains exercices sont les suivants :

2015 - 35 453 \$  
2016 - 35 453 \$  
2017 - 29 544 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**19. Éventualités**

**a) Cautionnement et garantie**

N/A

**b) Auto-assurance**

N/A

**c) Poursuites**

N/A

**d) Autres**

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

S/O

**21. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

**22. Instruments financiers**

S/O

**23. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2014		2013
Encaisse	240	101 437		175 686
Découvert bancaire	241	( )	( )	
Placements temporaires	242	250 123		314 643
<i>Ajouter</i>				
-	243			
-	244			
-	245			
-	246			
<i>Déduire</i>				
-	247	( )	( )	
-	248	( )	( )	
-	249	( )	( )	
-	250	( )	( )	
-	251	( )	( )	
-	252	( )	( )	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)</b>				
<b>à la fin de l'exercice</b>	253	351 560		490 329

**Note****24. Risques environnementaux**

Dans le cadre de sa gestion des risques environnementaux, l'administration municipale identifie des charges ou pertes environnementales futures possibles. Ces dernières pourraient entraîner des coûts relatifs à l'aménagement de certains terrains. Au 31 décembre 2014, aucun terrain nécessitant l'application de mesures correctives n'a été identifié. Par conséquent, aucune provision n'a été inscrite à l'état de la situation financière (2013 - 0 \$).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**Risques environnementaux**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	414 276	364 268
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	127 100	289 200
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (	)	( )
Financement des investissements en cours	4		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5	3 986 955	3 691 651
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6		
	7	4 528 331	4 345 119

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Budget 2014 - Immobilisations	8		281 500
- Budget 2015 - Immobilisations	9	111 700	
- Vidange étangs	10	15 400	7 700
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17	127 100	289 200
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
-	18		
-	19		
-	20		
	21		
Réserves financières			
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	28		
Fonds parcs et terrains de jeux	29		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30		
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32		
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
-	34		
-	35		
-	36		
-	37		
	38		
	39	127 100	289 200

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>			
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	40 ( ) ( )		
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( ) ( )		
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés	42 ( ) ( )		
Régimes non capitalisés	43 ( ) ( )		
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( ) ( )		
Autres	45 ( ) ( )		
Régimes non capitalisés	46 ( ) ( )		
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( ) ( )		
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48 ( ) ( )		
Utilisation du fonds de roulement	49 ( ) ( )		
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ( ) ( )		
Autres			
-	51 ( ) ( )		
-	52 ( ) ( )		
	53 ( ) ( )		
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ( ) ( )		
Autre financement	55 ( ) ( )		
	56 ( ) ( )		
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Financement non utilisé	57		
Investissements à financer	58 ( ) ( )		
	59		
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Éléments d'actif			
Immobilisations	60	4 383 555	4 127 951
Propriétés destinées à la revente	61		
Prêts	62		
Placements à titre d'investissement	63		
Participations dans des entreprises municipales	64		
	65	4 383 555	4 127 951
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	66	396 600	497 100
Frais reportés liés à la dette à long terme	67		
Montants des débiteurs et autres montants affectés			
au remboursement de la dette à long terme	68 ( ) ( )		60 800 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 ( ) ( )		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 ( ) ( )		
	71	396 600	436 300
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72		
	73	396 600	436 300
	74	3 986 955	3 691 651

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>                    </u>	2 <u>                    </u>	3 <u>                    </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 (                    )	(                    )
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>                    </u>	<u>                    </u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 (                    )	(                    )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>                    </u>	<u>                    </u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (                    )	(                    )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 (                    )	(                    )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (                    )	(                    )
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>                    </u>	<u>                    </u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u>                    </u>	<u>                    </u>
Rendement espéré des actifs	34 (                    )	(                    )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>                    </u>	<u>                    </u>
Charge de l'exercice	36 <u>                    </u>	<u>                    </u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<b>2014</b>	<b>2013</b>	
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	( _____ ) ( _____ )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( _____ )	( _____ )
Charge de l'exercice	58 ( _____ )	( _____ )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 _____	_____
Passif à la fin de l'exercice	60 ( _____ )	( _____ )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( _____ )	( _____ )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 _____	_____
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( _____ )	( _____ )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ( _____ )	( _____ )	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

		<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur	91	_____	_____

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92	<input type="checkbox"/>	Oui
93	<input checked="" type="checkbox"/>	Non

		<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	94	_____	_____

**Description du régime**

S/O

		<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	95	_____	_____
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	96	_____	_____
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97	_____	_____
	98	_____	_____

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	396 600
---------------------	---	---------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	396 600
---	----	---------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

Endettement net à long terme	16	396 600
------------------------------	----	---------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	172 390
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

---

Endettement total net à long terme	20	568 990
------------------------------------	----	---------

---

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	568 990
---	----	---------

---

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

---

---

# RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	224 457	227 909	222 391
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	24 971	25 414	25 285
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	249 428	253 323	247 676
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	18 544	18 544	18 544
Matières résiduelles	13	35 878	35 863	34 855
Autres				
-Ramonage de cheminées	14	4 299	4 274	4 248
-Vidange des étangs	15	7 700	7 700	7 700
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		1 699	1 554
Service de la dette	18	27 146	27 330	27 250
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	93 567	95 410	94 151
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	93 567	95 410	94 151
	26	342 995	348 733	341 827

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	27	27
	31	27	27
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	5 064	5 044
	35	5 064	5 044
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	5 091	5 071
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	41	511	507
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	511	507
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	5 602	5 578

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS</b>	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	52	407	
<b>Sécurité publique</b>			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	64 677	65 296
Enlèvement de la neige	58	150 913	150 913
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	4 000	9 899
Tri et conditionnement	73	3 500	3 383
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81	6 000	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84	1 475	4 908
Autres	85		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87	1 780	4 072
Autres	88		
<b>Réseau d'électricité</b>	89		
	90	223 090	242 286

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	91		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	92		
Sécurité incendie	93	200 000	
Sécurité civile	94		
Autres	95		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	220 000	20 000
Enlèvement de la neige	97		26 000
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	125	2 794	
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
<b>Réseau d'électricité</b>	128		
	129	222 794	26 000

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	58 800	59 083	87 339
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	27		25 070
	138	58 827	59 083	112 409
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	501 917	520 411	380 695

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	824	
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	824	
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150	29 392	
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	29 392	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	29 392	824

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	100	1 788	3 409
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184		31 604	30 736
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190		80	8 307
Santé et bien-être	191	25 975	21 961	10 275
Aménagement, urbanisme et développement	192			9 600
Loisirs et culture	193		2 055	1 800
Réseau d'électricité	194			
	195	26 075	57 488	64 127
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	55 467	58 312	64 127
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	600	1 250	20 900
Droits de mutation immobilière	198	4 000	4 049	4 558
Droits sur les carrières et sablières	199	5 465	10 129	
Autres	200			
	201	10 065	15 428	25 458
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	1 215	1 384	1 507
<b>INTÉRÊTS</b>	203	10 500	6 138	7 445
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		5 250	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	112 680	137 722	
	212	112 680	142 972	

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Budget 2014	Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	34 350	32 240		32 240	32 627
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	132 871	116 274	2 213	118 487	120 072
Greffe	4	4 492	4 352		4 352	4 491
Évaluation	5	12 314	17 929		17 929	16 530
Gestion du personnel	6					
Autres	7	6 781	4 494		4 494	5 835
	8	190 808	175 289	2 213	177 502	179 555
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	17 768	19 170		19 170	19 986
Sécurité incendie	10	49 109	54 949	27 151	82 100	43 229
Sécurité civile	11	1 000	150		150	150
Autres	12					
	13	67 877	74 269	27 151	101 420	63 365
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	91 494	104 946	33 032	137 978	117 649
Enlèvement de la neige	15	182 971	189 528	49 549	239 077	234 914
Éclairage des rues	16	4 655	4 550		4 550	4 345
Circulation et stationnement	17	7 800	7 674		7 674	1 548
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	727	727		727	818
	22	287 647	307 425	82 581	390 006	359 274

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25	26 244	14 319	56 560	70 879	76 380
Réseaux d'égout	26		495		495	
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	10 786	13 697		13 697	14 420
Élimination	28	9 900	9 019		9 019	9 190
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	8 297	8 297		8 297	8 990
Tri et conditionnement	30	6 895	1 252		1 252	1 575
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32		2 528		2 528	
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	433	433		433	8 498
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	62 555	50 040	56 560	106 600	119 053
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	26 475	24 310		24 310	17 342
	44	26 475	24 310		24 310	17 342
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	16 824	19 292	5 055	24 347	20 022
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	20 019	18 184		18 184	19 024
Autres	51	2 300	1 000		1 000	46
	52	39 143	38 476	5 055	43 531	39 092

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>Non audité</b>						
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	12 600	14 584	2 362	16 946	14 817
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56					
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	19 691	14 996		14 996	14 649
	60	32 291	29 580	2 362	31 942	29 466
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	8 312	7 414	14 075	21 489	21 821
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65		4 141		4 141	3 909
	66	8 312	11 555	14 075	25 630	25 730
	67	40 603	41 135	16 437	57 572	55 196
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	14 212	14 212		14 212	17 789
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	1 000	615		615	600
	73	15 212	14 827		14 827	18 389
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
74	170 697	189 997	( 189 997 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité de Saint-Paul-de-la-Croix (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Mallette S.E.N.C.R.L.  
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A113347

DATE 2015-05-15

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

---

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		348 733
<b>Ajouter</b>			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
<b>Déduire</b>			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
<b>Revenus de taxes</b>	11		348 733

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes		1	348 733
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>348 733</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	1 699	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10 <u>1 699</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11	<u>347 034</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	1	22 158 100
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	2	22 141 200
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	22 149 650

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	347 034
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	22 149 650
<b>Taux global de taxation réel de 2014</b>	6	1   ,   5   6   6   8   / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	42 000	28 796	71 271
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	8 000	3 932	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	340 000	353 052	1 600
Ameublement et équipement de bureau	18		14 376	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	111 500	45 445	
Terrains	20			
Autres	21			
	22	501 500	445 601	72 871

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		28 796	71 271
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		416 805	1 600
	34		445 601	72 871

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	497 100		100 500	396 600
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	497 100		100 500	396 600
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	315 675		18 225	297 450
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	120 625		21 475	99 150
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	436 300		39 700	396 600
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	60 800		60 800	
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	60 800		60 800	
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	60 800		60 800	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	60 800		60 800	
	26	497 100		100 500	396 600
Dettes en cours de refinancement					
	27	( )		( )	
	28	497 100		100 500	396 600

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	11 622	17 597	16 195
Autres	3	4 554	4 554	4 258
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5	9 254	9 254	5 786
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	89	89	89
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	5 195	5 195	2 467
Cours d'eau	13	433	433	351
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	15 494	15 009	14 240
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	1 516	3 766	1 489
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	2 133		
Activités culturelles	23	2 133	5 361	4 866
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	52 423	61 258	49 741

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	2,00	40,00	68 636	9 105	77 741
Professionnels	2					
Cols blancs	3					
Cols bleus	4	2,00	40,00	122 560	17 116	139 676
Policiers	5					
Pompiers	6	10,00	2,00	18 298	852	19 150
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	14,00		209 494	27 073	236 567
Élus	9	7,00		22 194	884	23 078
	10	21,00		231 688	27 957	259 645

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	297 617	222 794		520 411
	17	297 617	222 794		520 411

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>												
Application de la loi	1		27		53		79		105			131
Évaluation	2	17 929	28		54	17 929	80		106		17 929	132
Autres	3	157 360	29	2 213	55	159 573	81	1 788	107		157 785	133 615
	4	175 289	30	2 213	56	177 502	82	1 788	108		175 714	134 615
<b>Sécurité publique</b>												
Police	5	19 170	31		57	19 170	83		109		19 170	135
Sécurité incendie	6	54 949	32	27 151	58	82 100	84	824	110		81 276	136
Sécurité civile	7	150	33		59	150	85		111		150	137
Autres	8		34		60		86		112			138
	9	74 269	35	27 151	61	101 420	87	824	113		100 596	139
<b>Transport</b>												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	104 946	36	33 032	62	137 978	88		114		137 978	140
Enlèvement de la neige	11	189 528	37	49 549	63	239 077	89	31 604	115		207 473	141
Autres	12	12 224	38		64	12 224	90		116		12 224	142
Transport collectif	13		39		65		91		117			143
Autres	14	727	40		66	727	92		118		727	144
	15	307 425	41	82 581	67	390 006	93	31 604	119		358 402	145
<b>Hygiène du milieu</b>												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120			146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121			147
Traitement des eaux usées	18	14 319	44	56 560	70	70 879	96		122	70 879		148 11 654
Réseaux d'égout	19	495	45		71	495	97		123	495		149
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	22 716	46		72	22 716	98	80	124	22 636		150
Matières recyclables	21	12 077	47		73	12 077	99		125	12 077		151
Autres	22		48		74		100		126			152
Cours d'eau	23	433	49		75	433	101		127	433		153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128			154
Autres	25		51		77		103		129			155
	26	50 040	52	56 560	78	106 600	104	80	130	106 520		156 11 654

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
<b>Santé et bien-être</b>											
Logement social	157		172		187		202		217		232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	24 310	174		189	24 310	204	21 961	219	2 349	234
	160	24 310	175		190	24 310	205	21 961	220	2 349	235
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	19 292	176	5 055	191	24 347	206		221	24 347	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237
Promotion et développement économique	163	18 184	178		193	18 184	208		223	18 184	238
Autres	164	1 000	179		194	1 000	209		224	1 000	239
	165	38 476	180	5 055	195	43 531	210		225	43 531	240
<b>Loisirs et culture</b>											
Activités récréatives	166	29 580	181	2 362	196	31 942	211	2 055	226	29 887	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	7 414	182	14 075	197	21 489	212		227	21 489	242
Autres	168	4 141	183		198	4 141	213		228	4 141	243
	169	41 135	184	16 437	199	57 572	214	2 055	229	55 517	244
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245
	171	710 944	186	189 997	201	900 941	216	58 312	231	842 629	246

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	445 601	72 871
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	445 601	72 871

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	364 268	516 193
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	364 268	516 193
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	115 787	70 261
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(6 816)	995
Activités d'investissement	6	(221 063)	(42 481)
Excédent de fonctionnement affecté	7	162 100	(180 700)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	50 008	(151 925)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	414 276	364 268
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	289 200	108 500
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	289 200	108 500
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	(162 100)	180 700
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(162 100)	180 700
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	127 100	289 200
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26		
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31		

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	2014	2013
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( )	( )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( )	( )
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes non capitalisés	38 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ( )	( )
Utilisation du fonds général	40 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	41 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ( )	( )
Autres	43 ( )	( )
	44 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ( )	( )
Autre financement	46 ( )	( )
	47 ( )	( )
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48	
	49	
	50	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	51 ( )	( )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	52	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	55	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	60	
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Solde au début de l'exercice	61	3 691 651
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63	3 691 651
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66	295 304
		(53 404)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	67	3 986 955
		3 691 651

**FONDS DE ROULEMENT  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>                    </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>                    </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>                    </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>                    </u> 4	<u>                    </u>
	5	<u>                    </u>
Diminution	<u>                    </u> 6	<u>                    </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>                    </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>			
	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>			
	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[ 1 ] , [ 0   2   2   9 ] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[ 0 ] , [ 1   1   3   8 ] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**  
(Montant fixe)

**Par unité de logement**

Eau	1	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Égout	2	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Eau et égout	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Matières résiduelles	5	<input type="text"/> <input type="text"/>   <input type="text"/> <input type="text"/>   <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>   <input type="text"/> <input type="text"/> \$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**6   ,     %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Ramonage de cheminées	24,1500	4	
Coût exploit. égoûts	240,8300	4	
Tarif/unité système égoûts	366,8400	4	
Vidange étangs	100,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	27 569 \$	_____
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	10	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 1-A rue du Parc  
(no) (rue)  
Saint-Paul-de-la-Croix G0L 3Z0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 898-2031  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 898-2322  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel munstpaul@st-paul--de-la-croix.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Madame Hélène Malenfant

Téléphone (418) 898-2031  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 898-2322  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel munstpaul@st-paul-de-la-croix.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Mallette S.E.N.C.R.L.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 107 rue de l'Hôtel-de-Ville  
(no) (rue)  
Rivière-du-Loup QC G5R 4P9  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 862-0495  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 862-0768  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel christine.desrosiers@mallette.ca

Responsable du dossier Christine Desrosiers, CPA auditrice, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
\_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1 .....

Facteur comparatif

2 .....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Hélène Malenfant , atteste que le rapport financier de Saint-Paul-de-la-Croix pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-05-19 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Paul-de-la-Croix consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Paul-de-la-Croix détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 183 212 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,5668 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-05-19 09:59:41

Date de transmission au Ministère : 2015/05/21

# Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

*Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.*

Nom : Saint-Paul-de-la-Croix

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	821 020	876 186	800 637
Investissement	2	220 000	222 794	26 000
	3	1 041 020	1 098 980	826 637
<b>Charges</b>				
	4	901 017	915 768	851 266
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>				
	5	140 003	183 212	(24 629)
Moins : revenus d'investissement	6 (	220 000 ) (	222 794 ) (	26 000 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>				
	7	(79 997)	(39 582)	(50 629)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations	8	170 697	189 997	164 775
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	90 700 ) (	39 700 ) (	38 500 )
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	1 744 ) (	4 390 )
Excédent (déficit) accumulé	12		6 816	(995)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	79 997	155 369	120 890
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>				
	15		115 787	70 261

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Actifs financiers</b>			
Débiteurs	1	281 343	334 397
Autres	2	351 560	490 329
	3	632 903	824 726
<b>Passifs</b>			
Dette à long terme	4	396 600	497 100
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	107 972	135 906
	7	504 572	633 006
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	128 331	191 720
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations	9	4 383 555	4 127 951
Autres	10	16 445	25 448
	11	4 400 000	4 153 399
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	12	4 528 331	4 345 119

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	414 276	364 268
Excédent de fonctionnement affecté			
- Budget 2014 - Immobilisations	14		281 500
- Budget 2015 - Immobilisations	15	111 700	
- Vidange étangs	16	15 400	7 700
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	127 100	289 200
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	( ) ( )	
Financement des investissements en cours	27		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	3 986 955	3 691 651
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	4 528 331	4 345 119

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<b>2014</b>		<b>2013</b>
		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	1	342 995	348 733	341 827
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 181	5 602	5 578
Quotes-parts	3			
Transferts	4	281 917	297 617	354 695
Services rendus	5	55 467	58 312	64 127
Autres	6	134 460	165 922	34 410
	7	821 020	876 186	800 637
<b>Investissement</b>				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	220 000	222 794	26 000
Autres	11			
	12	220 000	222 794	26 000
	13	1 041 020	1 098 980	826 637

*Extrait du rapport financier, page S14*

**SOMMAIRE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	12 314	17 929	17 929	16 530
Autres	2	178 494	157 360	2 213	159 573
Sécurité publique					
Police	3	17 768	19 170	19 170	19 986
Sécurité incendie	4	49 109	54 949	27 151	43 229
Autres	5	1 000	150	150	150
Transport					
Réseau routier	6	286 920	306 698	82 581	389 279
Transport collectif	7				
Autres	8	727	727	727	818
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	26 244	14 814	56 560	71 374
Matières résiduelles	10	35 878	34 793	34 793	34 175
Autres	11	433	433	433	8 498
Santé et bien-être	12	26 475	24 310	24 310	17 342
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	16 824	19 292	5 055	20 022
Promotion et développement économique	14	20 019	18 184	18 184	19 024
Autres	15	2 300	1 000	1 000	46
Loisirs et culture	16	40 603	41 135	16 437	55 196
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	15 212	14 827	14 827	18 389
Amortissement des immobilisations	19	170 697	189 997	( 189 997 )	
	20	901 017	915 768	915 768	851 266

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3